

29 septembre 2009

Honduras : une révolution y est en gestation

Fidel CASTRO



J'ai écrit le 16 juillet dernier que le coup d'Etat au Honduras « avait été concocté et organisé par des personnages sans scrupules de l'extrême droite, des fonctionnaires ayant toute la confiance de George W. Bush à qui ils devaient leur promotion. »

J'ai mentionné les noms d'Hugo Llorens, de Robert Blau, de Stephen McFarland et de Robert Callahan, ambassadeurs yankees au Honduras, en El Salvador, au Guatemala et au Nicaragua, qui avaient été nommés par Bush en juillet et août 2008, et j'avais signalé que ces quatre-là suivaient la ligne de John Negroponte et d'Otto Reich, dont on connaît le passé ténébreux..

J'ai signalé que la base yankee de Soto Cano avait servi de point d'appui principal au coup d'Etat et que « l'idée d'une initiative de paix à partir du Costa Rica avait été transmise au président de ce pays par le département d'État, alors qu'Obama se trouvait à Moscou où il déclarait dans une université russe que le seul président du Honduras était Manuel Zelaya ». J'ai ajouté que « la réunion du Costa Rica permettait de contester l'autorité de l'ONU, de l'OEA et d'autres institutions qui avaient accordé leur soutien au peuple hondurien, et que la seule chose correcte était de demander à l'administration étasunienne de cesser son intervention au Honduras et d'en retirer l'équipe spéciale conjointe ».

En guise de réponse au coup d'État dans ce pays centraméricain, l'administration étasunienne a signé avec le gouvernement colombien un accord portant création dans ce pays frère de sept bases militaires comme celle de Soto Cano qui menacent le Venezuela, le Brésil et tous les autres peuples sud-américains.

À un moment critique, alors que les chefs d'État discutent à un Sommet des Nations Unies la tragédie des changements climatiques et de la crise économique internationale, les putschistes honduriens menacent de violer l'immunité de l'ambassade brésilienne où se trouve le président Manuel Zelaya, sa famille et un groupe de ses partisans qui ont été contraints de s'y réfugier.

Il est probable que le gouvernement brésilien n'a absolument rien eu à voir avec la situation qui s'y est créée.

Il est donc inadmissible, voire inconcevable, que l'ambassade brésilienne soit attaquée par le gouvernement fasciste, à moins qu'il ne prétende se suicider en provoquant une intervention directe de forces étrangères, comme cela s'est passé en Haïti, ce qui signifierait l'entrée de troupes yankees sous la bannière des Nations Unies. Le Honduras n'est pas un pays lointain et isolé des Caraïbes. Une intervention de forces étrangère au Honduras déclencherait un conflit en Amérique centrale et semerait le chaos politique dans toute l'Amérique latine.

La lutte héroïque et incessante du peuple hondurien depuis maintenant presque quatre-vingt-dix jours a mis en crise le gouvernement fasciste d'obédience yankee qui réprime des hommes et des femmes désarmés.

Nous avons vu naître une nouvelle conscience dans le peuple hondurien. Toute une légion de militants sociaux a blanchi sous le harnois de cette bataille. Zelaya a tenu sa promesse de rentrer. Il a le droit d'être rétabli au gouvernement et de présider les élections. De nouveaux et admirables cadres sont en train d'émerger des mouvements sociaux combattifs, et ils sont devenus capables de guider ce peuple sur les voies difficiles que doivent frayer les peuples de Notre Amérique. **Une révolution y est en gestation.**

L'Assemblée des Nations Unies peut être historique, à la mesure de ses réussites ou de ses erreurs.

Les dirigeants mondiaux y ont abordé des points très intéressants et complexes. Ils ont reflété l'ampleur des tâches qui attendent l'humanité et face auxquelles le temps encore disponible est compté.

Fidel Castro Ruz

Le 24 septembre 2009